

Austérité et environnement

On entend constamment parler d'austérité: aux nouvelles, dans des cours, dans nos mobilisations, etc. Ce n'est pas pour rien, l'attaque à laquelle nous faisons face est sans précédent. Cependant, pour nous, une autre attaque majeure à laquelle nous faisons face est celle de la destruction de nos environnements pour le profit de quelques-uns. Or, pour nous, la lutte contre l'austérité doit être menée conjointement à celle pour la défense des environnements.

En effet, la mécanique de l'austérité est en parfait accord avec le rapport à la Terre qu'entretiennent les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada: c'est un paradigme mercantile qui justifie qu'une élite dépossède la majorité de la population par l'accaparement de ses biens essentiels.

Austérité et saccage de l'environnement : même logique

Quand l'État coupe les vivres en éducation, en santé et dans les services sociaux d'un côté, en surexploitant les ressources naturelles de l'autre, il agit d'une seule et même logique qui favorise la privatisation au détriment des intérêts communs de toutes et tous.

Une fois appauvries et dépossédées par les mesures d'austérité, les populations sont contraintes à accepter les choix drastiques du gouvernement en matière d'environnement.

Ces projets violents sont présentés comme des solutions miracles au marasme économique. Évidemment, le gouvernement a tout intérêt à mettre de l'avant son agenda extractiviste pour régler des problèmes qu'il a lui-même engendrés en choisissant l'austérité.

La terre, source de vie pour tous les êtres vivants, est considérée comme marchandise et propriété privée des firmes multinationales, à qui tous les droits sont donnés (sans consulter la population) sous prétexte qu'elles favoriseraient une économie performante et le plein-emploi.

TransCanada et Enbridge ne remettront pas l'économie sur les rails. Le projet Énergie Est, le plus grand oléoduc de sables bitumineux d'Amérique du Nord, ne créera seulement que 200 emplois à long terme au Québec. Il traversera plus de 960 bassins d'eau et rivières sur son chemin. C'est un énorme risque de contamination de nos sources d'eau potable et d'écosystèmes entiers.

Bien que l'argument de la « rentabilité » d'un tel massacre écologique soit inacceptable, notons tout de même que les profits tirés de la destruction de nos territoires iront directement dans les poches d'investisseurs étrangers.

Le risque en vaut-il la peine? Selon nous, absolument pas.

L'austérité et le saccage environnemental nous sont présentés comme des choix économiques inévitables. Au contraire, ils sont avant tout politiques et idéologiques: nous savons qu'il existe de multiples alternatives au pétrole.

Mais, depuis le printemps dernier seulement, le gouvernement Harper a effectué la destruction de 7 des 11 bibliothèques de fonds scientifiques du ministère des Pêches et Océans.

L'État ignore l'avis des expert-e-s, anéantit le savoir et muselle les solutions possibles en coupant les fonds de la recherche scientifique qui pourraient nous permettre de mettre en place un système différent.

Si nous démocratisons notre accès aux territoires, entendons les voix des communautés autochtones, redéfinissons notre système économique, nous pourrions bâtir un avenir fondé sur la solidarité et l'entraide plutôt que sur l'avarice et le vol collectif.

NON À CETTE COURSE FOLLE

Nous refusons d'être sacrifié-e-s au nom du dieu aveugle de l'accumulation. Cette course folle vers la surexploitation naturelle mène directement à notre perte: intoxication de notre eau potable, empoisonnement de notre air, perte de notre emprise sur nos vies. Une fois l'eau potable et les territoires pollués, nous dépendrons des entreprises privées pour survivre.

CONTRE CE SACCAGE : PROJET DE GRÈVE SOCIALE À PARTIR DU 21 MARS

Ce que nous mettons de l'avant pour contrer ce saccage, c'est un projet de grève sociale qui prendra forme ce printemps.

Déjà près de 17 000 personnes feront grève à partir du 21 mars. Plus de 37 000 autres sont appelées à se prononcer sur la même question dans les semaines à venir.

Nous pensons qu'il est impératif que nous nous y joignons. Plus nous serons nombreux-ses à lutter, plus nous les possibilités d'enrayer, voire d'empêcher ces projets de destruction seront grandes.

Le projet de grève sociale, c'est de se battre contre l'austérité et le saccage environnemental, mais c'est aussi de se réapproprier nos vies et de construire et entretenir une culture de lutte qui montrera aux classes dirigeantes qu'on aspire à mieux, et qu'on va se battre pour cela.

Pour plus d'informations ou pour s'impliquer, on vous invite à consulter les ressources suivantes et de passer nous voir au local de l'asso (a3.85):

grevesociale.info ou printemps2015.org (aussi sur facebook)

Solidairement,

Le comité de mobilisation de l'AGECVM.